

[...]

**34.207/II/PF**  
RC/FY

Madame le Ministre,

En sa séance du 21 novembre 2002, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a examiné une plainte émanant d'un habitant francophone de Fourons, Monsieur Marc Scius, rue de la Gare, 106, qui a reçu à nouveau de la Vlaamse Milieumaatschappij (VMM) un avis de paiement établi en néerlandais.

\*  
\*       \*

Monsieur [...] avait déjà introduit des plaintes semblables concernant les avis de paiement de la VMM pour les années 1998, 1999 et 2001 au sujet desquelles la CPCL s'était prononcée dans ses avis 30.242 du 17 décembre 1998, 31.279 du 14 janvier 2000 et 33.478 du 20 décembre 2001.

La CPCL avait estimé qu'un avis de paiement constitue un rapport entre un service public et un particulier et, qu'en application de l'article 12, alinéa 3 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC), auquel renvoie l'article 39 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, les services locaux des communes de la frontière linguistique s'adressent aux particuliers dans celle des deux langues – le français ou le néerlandais – dont ils ont fait usage ou demandé l'emploi.

Suite aux avis précités de la CPCL, l'appartenance linguistique du plaignant était connue avec certitude de la VMM.

Dès lors l'avis de paiement de la VMM pour l'année 2002 devait lui être envoyé en français.

La CPCL confirme en conséquence ses avis précédents et estime à l'unanimité moins un vote contre de la section néerlandaise que la présente plainte est recevable et fondée.

Elle signale que l'avis de paiement qui sera envoyé en français par la VMM devra être considéré comme un exemplaire original.

Copie du présent avis est envoyé au plaignant.

Veillez agréer, Madame le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

**Le Président,**

[...]